

<https://snetap-fsu.fr/Ecole-de-la-confiance-le-CSE-fait-le-point-pour-cette-rentree.html>



"École de la confiance" : le CSE fait le point pour cette rentrée.

- Les Dossiers - Vie fédérale -



Date de mise en ligne : vendredi 20 septembre 2019

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

La [FSU](#) alerte le Ministère de l'Éducation nationale sur fait les premières conséquences des différentes réformes menées.

De réelles inquiétudes sont soulignées concernant la voie professionnelle, le métier d'enseignant.e n'est, quant à lui, pas revalorisé en terme salarial et de formation continue, les conditions de travail dans les services administratifs se sont détériorées, et enfin, la FSU constate l'absence de politique éducative sociale et de santé à la hauteur des besoins.

DÉCLARATION DE LA [FSU](#)

Bonjour à tous les membres anciens et nouveaux du [CSE](#).

La fin d'année scolaire a été marquée par des mobilisations très médiatisées des enseignant-es du premier degré contre la loi Blanquer et du second degré au moment des épreuves du baccalauréat.

À cette rentrée, comme l'ont déjà exposé dans leur déclaration le Snuipp-FSU pour le primaire et le [SNES](#)-FSU pour les collèges et les lycées généraux et technologiques, les politiques éducatives restent les mêmes, et les difficultés sur le terrain sont nombreuses.

Dans la voie professionnelle, les élèves subissent une baisse importante des horaires d'enseignements généraux et les enseignant-es, quant à eux, subissent la mise en oeuvre des familles de métiers en Seconde, du chef d'oeuvre et du co-enseignement imposé. Le [CHSCT](#) de l'éducation nationale a confirmé que la réforme de la voie professionnelle présente de graves dangers sur la santé physique, mentale et sociale des personnels. **La FSU attend la réponse que le ministre donnera à cet avis.**

La FSU continue de dénoncer les **effets de La loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel »** sur l'ensemble des volets orientation, formation, et certification. **La FSU demande que soit renforcé en priorité l'enseignement professionnel public sous statut scolaire** mis à mal par le développement à tous crins de l'apprentissage.

Les annonces du ministre sur une prétendue **revalorisation salariale et la suppression de 5 jours de congés** au profit d'une formation imposée sont de véritables provocations. Alors que le ministre a dévoilé la carte des 80 cités éducatives, la **question de l'avenir de l'éducation prioritaire** est absente des annonces de rentrée.

Alors que la formation des enseignants était annoncée comme une priorité du ministère, et après de nombreuses heures de pseudo-concertation sur la "réforme", le ministère est depuis juillet complètement muet sur la **formation initiale** (sur la nature et les contenus des concours à la rentrée 2020 par exemple).

De notre point de vue, ce qui est annoncé et publié jusqu'à maintenant va dans le sens d'une **dégradation de la formation et de l'entrée dans le métier**. Pour les stagiaires, la cotisation vie étudiante et de campus doit être remboursée par l'employeur.

La procédure d'affectation des candidats via **parcoursup** se termine dans la plus grande opacité. **La FSU demande la plus grande transparence sur le devenir de celles et ceux qui ont quitté la plate-forme et sur le taux de**

satisfaction des vœux des élèves, donnée incontournable pour les bacheliers et leurs familles.

Les services académiques et les établissements tiennent cette rentrée avec **400 postes de personnels administratifs ou techniques en moins**. Si l'état de sous-administration de l'éducation nationale est aujourd'hui une situation reconnue par le ministère, les conditions de travail des personnels dans ces conditions sont insupportables.

Pour la FSU, le budget 2020 et les suivants devront afficher des **recréations de postes et une requalification des carrières des personnels** en cohérence avec les qualifications mises en oeuvre par les agent-es.

La FSU continue de s'opposer à la fusion des académies de Caen et de Rouen et combat les réorganisations menées au motif de la réforme territoriale dans les autres [régions](#) académiques qui affaibliraient le modèle académique et les bons niveaux de proximité de l'organisation des services déconcentrés de l'éducation nationale.

La santé, pourtant reconnue comme déterminant pour la réussite scolaire, est ignorée. Une politique éducative sociale et de santé ambitieuse guidée par les besoins des élèves et construite avec l'ensemble de la communauté scolaire est indispensable. **La FSU exige une impulsion ministérielle forte, la refonte des formations des infirmier.es de l'Education nationale ainsi que des créations de postes à la hauteur des enjeux.**

De nombreux sujets sont donc sur la table. **La FSU sera attentive en CSE cette année à faire valoir la nécessité d'un service public d'éducation de qualité.**

Merci pour votre attention.

[Télécharger la déclaration.](#)